



## Bombardements israéliens au Liban, sur fond de désarmement du Hezbollah

### Description

Après l'assassinat du chef d'Etat-major du Hezbollah dimanche 23 novembre, l'organisation libanaise menace désormais Israël de potentielles représailles. Ces attaques nombreuses d'Israël au Liban font suite aux centaines de violations du cessez-le-feu commises par l'État gânocidaire depuis son entrée en vigueur il y a un an.

Par l'Agence Média Palestine, le 1er décembre 2025.

«Nous avons le droit de riposter, et nous terminerons le moment opportun.» Les mots sont prononcés sans détour, et la menace est limpide. Ils proviennent directement d'un discours de Naïm Qassem, secrétaire général du Hezbollah, au cours d'une cérémonie d'hommage vendredi dernier.

Ce rassemblement était organisé pour honorer la mémoire de Haitham Abu Ali Tabatabai, chef d'Etat-major du Hezbollah assassiné dimanche 23 novembre par une armée israélienne. Ce raid en plein cœur du pays a frappé Dahiyeh, banlieue sud de Beyrouth et fief du Hezbollah, au cours d'une attaque qui a fait au moins cinq morts et 28 blessés.

Pour Qassem, cet assassinat constitue «une agression flagrante», pour «saper le moral et semer la confusion». Les informations restent floues quant à la nature et aux circonstances d'une éventuelle riposte de la part du Hezbollah, mais la situation est explosive. Une semaine plus tôt, une frappe israélienne sur un camp de réfugiés palestiniens avait tué 13 personnes

### Le prétexte du désarmement du Hezbollah

Comprendre les raisons de cette dégradation de la situation au Liban nécessite d'appréhender la question du désarmement du Hezbollah. Ce désarmement, prévu par l'accord de cessez-le-feu signé en novembre dernier, prend du temps. La logistique d'une telle opération, si l'on considère l'importance du déploiement de l'organisation dans le pays, est forcément très lourde. C'est un processus qui s'inscrit sur le long-terme. Mais pour l'instant, le Hezbollah

---

refuse un tel désarmement.

Et pour cause, l'État israélien est loin d'être en conformité avec ses obligations vis-à-vis de ce même accord de cessez-le-feu. D'après *Associated Press (AP)*, le Hezbollah refuse de discuter d'un désarmement complet au Liban tant qu'Israël n'aura pas cessé ses attaques et ne se sera pas retiré des cinq collines qu'il a conquises pendant la guerre et qu'il occupe toujours.

En plus de ces positions maintenues sur le territoire libanais de manière totalement illégale, Israël n'a jamais cessé de bombarder le Liban. D'après le Bureau des droits humains de l'ONU, au moins 127 civils sont morts dans des frappes israéliennes sur le pays depuis l'entrée en vigueur du cessez-le-feu il y a un an. Thameen Al-Kheetan, porte-parole de ce département de l'ONU, s'inquiétait justement de ces violations et de la recrudescence des attaques de l'armée israélienne, qui se traduisent par la mort de civils et la destruction d'objets civils au Liban, ainsi qu'elles sont des menaces alarmantes d'une offensive plus large et plus intense.

Au-delà du bilan humain, ces attaques se traduisent aussi par des destructions matérielles d'ampleur. À Ansar par exemple, dans le sud du pays, une usine de ciment a été prise pour cible par une frappe israélienne le 16 novembre dernier, laissant l'infrastructure largement endommagée.

Même chose concernant les déplacements de la guerre. Ils sont toujours quelque 64000 citoyens à être toujours éloignés de chez eux, après avoir massivement quitté les localités situées au sud du Liban pendant la guerre ouverte de l'automne 2024. Le retour est rendu compliqué par les bombardements israéliens quasi-quotidiens dans la zone, et les velléités d'occupation de l'armée israélienne que nous documentons [dans cet article](#) : plus de 4000m2 de terres sont actuellement inaccessibles d'après l'ONU, après la construction d'un mur par Israël dans la zone.

### **L'armée libanaise mobilisée**

Malgré les frappes répétées de l'armée israélienne, l'armée libanaise tente tant bien que mal de remplir sa part du contrat en intensifiant sa présence au sud du fleuve Litani et au nord de la frontière avec Israël, dans une zone autrefois contrôlée par le Hezbollah. D'après *AP*, l'armée libanaise a renforcé sa présence le long de la frontière avec près de 10 000 soldats, fermant 11 points de passage utilisés pour la contrebande le long du fleuve Litani et occupe de grandes quantités de munitions non explosives, selon plusieurs officiers supérieurs de l'armée.

De son côté, le Hezbollah maintient n'importe quelle présence au sud du fleuve Litani. L'organisation affirme n'importe quelle seule attaque sur un avant-poste israélien depuis l'entrée en vigueur du cessez-le-feu en novembre dernier.

---

## **Le soutien des États-Unis à Israël**

Les violations du cessez-le-feu par Israël sont documentées par plusieurs organisations internationales dont l'ONU. La Force armée internationale déployée dans la région (FINUL) a même été la cible de tirs israéliens. Pourtant, les États-Unis continuent aveuglément de faire pression sur l'État libanais pour accélérer le désarmement du Hezbollah. Cette politique est parfaitement en accord avec la communication israélienne qui réclame un désarmement du Hezbollah le plus rapide possible sous peine de reprise des combats, alors même que l'État génocidaire viole allègrement l'accord de cessez-le-feu.

Ce jeudi, quelques jours après l'assassinat du chef d'État major du Hezbollah, le nouvel ambassadeur des États-Unis au Liban a déclaré *« Israël n'avait pas besoin de l'autorisation des États-Unis pour se défendre »*. Dans le même temps, il a exhorté le gouvernement libanais *« à mettre en œuvre sa propre décision historique de désarmer le Hezbollah »*.

Ces déclarations témoignent de l'approbation des États-Unis suite à cette frappe qui a pourtant eu lieu dans la capitale du pays, et fait cinq morts. D'après *Haaretz*, cette position illustre une approche partagée entre l'administration Trump et le chef du gouvernement israélien Benjamin Netanyahu, selon laquelle *« la paix peut être imposée au Liban par la force »*. Pour Washington, *« il est possible de contraindre le gouvernement et l'armée libanais à désarmer le Hezbollah, et l'intensification récente des frappes israéliennes dans le pays pourrait les y encourager »*.

Du côté israélien, le ministre de la Défense Israël Katz accuse le gouvernement libanais de ralentir le processus de désarmement, se montrant toujours plus menaçant : *« Si le Hezbollah ne se conforme pas, Israël agira par la force »*. La perspective d'une nouvelle agression israélienne d'ampleur se précise de plus en plus, un an après la fin officielle de la dernière guerre entre Israël et le Liban.

**date créée**  
2025/12/01